

Genève s' imagine en grand studio

ÉCRANS Après le Valais, pionnier en la matière, canton et ville de Genève créent un poste de responsable des tournages et des aides financières. Le bout du Léman se singularise par le haut montant d'incitation possible, bien plus élevé que celui des autres régions

NICOLAS DUFOUR

Les demandes affluent déjà. Ce mardi, en plein Festival de Locarno, les autorités genevoises, canton et ville, ont présenté leur nouveau dispositif d'encouragement aux tournages dans la cité. Pour «attirer à Genève des productions de films et séries», et «promouvoir l'image de Genève à l'étranger, dans un contexte où la concurrence est rude», lance Delphine Bachmann, conseillère d'Etat à l'économie, l'emploi et l'énergie. Aboutissement d'une longue démarche: depuis les premières propositions de producteurs locaux, il a fallu dix ans pour y parvenir.

Sur la base d'un vote au Grand Conseil en mai dernier, deux structures ont été créées. Au sein de Genève Tourisme & Congrès, Antoine Lejoindre, qui fut notamment régisseur général sur des tournages, est dorénavant le «Film Officer» de Genève. Une logique de guichet unique, «et rapide», promet Joëlle Bertossa, conseillère administrative de la ville chargée de la Culture: les producteurs suisses ou étrangers s'adressent à lui, qui relaie ensuite les demandes à une commission

de l'audiovisuel. Ce Monsieur tournages est aussi chargé de faciliter les démarches. C'est «une conciergerie de luxe, illustre-t-il. Nous voulons faire de la simplicité un atout concurrentiel.»

L'année passée, Genève a connu 600 jours de tournage

Il veut souligner le fait que Genève n'a pas que le Jet d'eau: «Du lac à la montagne, la région offre une très grande variété de décors, y compris des friches industrielles.» L'année passée, Genève a connu 600 jours de tournage, dont un long métrage et une série – *Uniformes*, histoire de policiers dans laquelle la cité est d'ailleurs bien présente à l'image, assez loin des bords du lac.

La seconde jambe du dispositif est l'incitation financière. Canton et ville créent un fonds d'un million de francs pour encourager les professionnels à venir dans les

parages. Il peut prendre en charge jusqu'à 30% des dépenses d'un film ou d'une série, à hauteur de 500 000 francs. Les frais de production proprement dits (les décors, par exemple), les salaires, l'hôtellerie et restauration ainsi que les coûts de postproduction peuvent être pris en compte. Dans le paysage national, les Genevois s'illustrent justement en mettant l'accent sur la postproduction, car le canton héberge deux des plus grandes sociétés du pays pour le traitement de l'image et le montage du son.

Le geste genevois suit quelques pionniers, en particulier le Valais, qui a monté sa structure dès 2020. Actuellement, Zurich, Lucerne et la Suisse centrale ainsi que le Tessin disposent de telles instances, avec incitatif financier, tandis que certaines régions, comme Montreux-Riviera, se sont dotées d'un délégué.

L'initiative genevoise se singularise par sa potentielle générosité: le montant maximal de 500 000 francs est cinq fois plus élevé que ce que le Valais peut investir dans un projet, et Zurich se limite à 30 000 francs. Pour Delphine Bachmann, «on ne peut pas

avoir l'ambition d'attirer de grandes productions et ne pas s'en donner les moyens». Elle relève que sur la carte nationale – et donc, dans la concurrence entre régions –, «c'est un moyen de se différencier». Joëlle Bertossa concède que «cela fait longtemps que nous n'avons pas eu de grande production à Genève». Les notables citent notamment *Largo Winch 2*, qui date de... 2011.

Revenant de Locarno, Thierry Apothéloz, conseiller d'Etat à la Cohésion sociale, dépeint «un secteur inquiet. On parle d'une hausse générale de 20% des coûts de tournage ces derniers mois.» Pour Joëlle Bertossa, qui fut productrice pendant dix ans, «ce qui retient les productions de venir en Suisse, ce sont les coûts. Avec un tel incitatif, on gomme la différence.»

Genève veut rappeler sa première place romande. Au fil des décennies, notamment dans l'écosystème de la TSR puis RTS, la production au bout du lac s'est étoffée au point de représenter «la moitié de la production romande, et en termes d'emplois, le double de la moyenne nationale», plaide Delphine Bachmann. Le canton compte 166 entreprises de la

branche, ajoute son collègue Thierry Apothéloz.

Pour justifier politiquement la dépense, les ministres avancent l'effet multiplicateur de telles subventions: les productions venant à Genève vont y dépenser bien plus que ce qu'elles recevront. L'étée d'une étude de marché, Delphine Bachmann parle d'un effet multiplié par 3,5, voire 4,5. Les Valaisans, qui ont quelques années de pratique, parlent même de 5. Ces jours, le tournage d'une série RTS-France-Télévision-Radio-Canada à Champéry et Monthey déverserait au moins 600 000 francs sur le canton. Avec, désormais, l'obligation d'investir pour les plateformes et les TV qui font de la publicité en Suisse, le secteur est promis à une certaine croissance.

Dans la bataille européenne pour les tournages, les Suisses arrivent bien tard, alors que la Belgique multiplie les incitatifs, y compris fiscaux, que le Luxembourg capte quantité de prises de vues urbaines, que l'Autriche chipe des tournages alpestres et que les pays de l'Est rivalisent entre eux pour les productions d'Europe ou des Etats-Unis. «Il vaut toujours la

peine de commencer», lance Thierry Apothéloz, sûr de la «fiabilité» de Genève.

Max Karli: «Une aide en deçà de ce que nous attendions»

La branche, évidemment, salue la démarche genevoise tout en considérant que le million prévu «est en deçà de ce qui était attendu», glisse Max Karli, producteur (entre autres, de *Ma vie de Courgette*) et membre de l'association romande de la production audiovisuelle, l'Aropa: «Nous espérons que les premiers projets, à Genève, montreront l'importance des retombées.»

Il produit lui-même une série tournée à Neuchâtel, où se mène une «expérience pilote» de soutien. Dans le canton de Vaud, une motion au Grand Conseil demande la mise en place d'une «Film Commission». «Le temps politique est assez long, mais il suffit parfois d'un déclic», glisse Max Karli, évoquant l'accueil de personnalités politiques sur des tournages – Delphine Bachmann le raconte, une telle visite l'a convaincue. A terme, l'Aropa rêve d'une «réunion» des structures cantonales au niveau francophone. Là, il faudra peut-être un peu plus que dix ans. ■